

EMPRUNT NATIONAL

Le FCE arrache des engagements de souscription pour près d'un milliard et demi de dollars

La soirée de mobilisation consacrée à l'emprunt obligataire a été marquée par l'absence de quelques poids lourds du FCE lesquels auraient, selon nos sources, souscrit avant l'appel lancé par Ali Haddad. Mais le gros des sommes collectées lors de cette soirée provient plutôt des entreprises et banques publiques ainsi que de l'UGTA.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, a arraché aux participants à la soirée organisée avant-hier à l'hôtel El-Aurassi et consacrée à l'emprunt obligataire national des engagements de souscriptions pour un montant global de 152 milliards de dinars (environ 1,5 milliard de dollars).

Les 380 souscripteurs sur les 800 participants qui se comptent parmi les membres de l'organisation patronale, des chefs d'entreprises publiques et privées, des banquiers publics et privés ainsi que l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) représentée par son secrétaire général Abdelmadjid Sidi Saïd, ont souscrit, chacun, suivant ses

capacités financières. En tout cas, le montant global de cette quête, 152 milliards de DA, annoncé à l'issue de la soirée, représente des engagements de souscriptions. Certains souscripteurs ont annoncé, lors de cette soirée, les montants qu'ils ont investis dans ces titres du Trésor bien avant l'appel d'Ali Haddad.

La soirée a été, en effet, marquée par l'absence de poids lourds qui, selon nos sources, auraient pourtant souscrit à l'emprunt obligataire national. Mais, le gros des sommes collectées lors de cette soirée provient, faut-il le préciser, de l'épargne des entreprises publiques ainsi que de l'UGTA.

Ainsi, les entreprises publiques (Naftal, Cosider, SNTA, Mobilis, etc.) se sont engagées à souscrire pour



Ali Haddad, président du FCE.

un montant global de 55 milliards de DA, les banques et établissements financiers publics pour 45 milliards de DA, l'UGTA pour 25 milliards de DA, Groupe Mazouz pour 5 milliards de DA, ETRHB Haddad pour 4 milliards de DA, Groupe Souakri pour 3 milliards de DA, BNP Paribas et Djézzy 2 milliards de DA chacun et Alliance Assurances et Groupe SIM pour un milliard de DA chacun.

Le reste des entreprises s'est engagé à souscrire pour des montants inférieurs à un milliard de DA : les groupes Ival et Metidji pour 200 millions de DA chacun, les entreprises regroupées sous l'égide du Club des investisseurs et entrepreneurs de la Mitidja (CIEMI) pour un montant global de 150 millions de DA, Ooredoo pour 100 millions de DA, le groupe des sociétés

Hasnaoui et le groupe La Belle pour 50 millions de DA chacun.

Il convient enfin de rappeler que l'emprunt obligataire national a été lancé en avril dernier avec pour objectif de lever 1 000 milliards de DA (10 milliards de dollars).

Dans son intervention, Ali Haddad a indiqué que «le Trésor public finance actuellement 50% des investissements» et qu'«il est grand temps pour l'économie de commencer à se financer elle-même».

Le SG de la centrale syndicale, qui a appelé les travailleurs à contribuer à la réussite de cet emprunt, a estimé, lui, que cela constitue une alternative à l'endettement extérieur.

Il y a une semaine, le ministère des Finances avait annoncé que les fonds levés depuis le début de l'opération étaient de 252 milliards de DA. Cela fait, en additionnant les engagements arrachés par le FCE lors de cette soirée, près de 400 milliards de DA (4 milliards de dollars environ).

Le gouvernement est encore loin du compte...

L. H.

LA NOUVELLE STRUCTURE COMPTE 15 946 SOUS-POSITIONS TARIFAIRES

Le tarif douanier à dix chiffres applicable dès le 17 juillet

Le siège de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) a abrité, hier, une journée de sensibilisation sur le système tarifaire douanier à 10 chiffres qui devra remplacer, à compter du 17 juillet prochain, l'actuel tarif à 8 chiffres qui présente des insuffisances et dont la révision s'est révélée nécessaire. Etaient invités des opérateurs économiques et des commissionnaires en douane.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Le directeur général des douanes, Bentahar Kaddour, a signé, en date du 17 mai 2016, la décision n°88/DGD/SP/D0400.16, portant édition de la nouvelle structure du tarif douanier à 10 chiffres, dans sa partie relative à la désignation des marchandises. En vertu de l'article 7 de cette décision, cette dernière sera publiée au Bulletin officiel des Douanes algériennes, noté-t-on.

Selon Bourouis Mourad, de la DGD, qui a présenté le nouveau tarif douanier, la nouvelle structure compte 15 946 sous-positions tarifaires, contre 6 126 sous-positions tarifaires que contient le tarif à 8 chiffres actuellement applicable, soit une augmentation de 260,30%.

«La modification opérée a pour objet, souligne un document signé par le DG des douanes, de couvrir plus spécifiquement les produits par sous-positions tarifaires allant jusqu'à dix chiffres conformément aux principes fixés par la nomenclature du système harmoni-

sé (SH) de désignation et de codification des marchandises (...)», tout en précisant que la modification n'a pas pour effet de modifier ni la fiscalité actuellement en vigueur, qui relève du domaine de la loi, ni les formalités administratives particulières applicables actuellement aux produits, instituées par la législation et la réglementation en vigueur et qui sont du ressort des secteurs ministériels.

Le tarif douanier doit être intégré dans le

Système d'information et de gestion automatisée des douanes (Sigad). Selon les explications fournies, ladite restructuration permettra une meilleure prise en charge des mesures liées, notamment, aux formalités administratives particulières, à la fiscalité et à l'évaluation en douane.

Elle garantira, également, la collecte, d'une façon plus détaillée, des données statistiques du commerce extérieur ainsi que l'encadre-

ment de la politique commerciale et de la protection de la production nationale. Plusieurs départements ministériels ont été associés à l'élaboration de ce tarif.

Le secteur économique et les commissionnaires en douane ont été également associés aux travaux d'élaboration de ce tarif à travers leurs associations (Caci, Anexal, Algex, FCE et UNTCA).

Y. D.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le nouveau P-dg de Saidal installé

Le groupe pharmaceutique Saidal a annoncé dans un communiqué l'installation d'un nouveau directeur général. Yacine Tounsi succède à Mohamed Hammouche, relevé de ses fonctions la semaine dernière pour mauvaise gestion. Hocine Kerboub, quant à lui, est nommé président du Conseil d'administration de ce groupe public.

Salima Akkouch - Alger (Le Soir) - Le communiqué précise que M. Kerboub cumule plus de 30 ans d'expérience dans plusieurs secteurs, notamment celui du tourisme. Il est titulaire d'un diplôme supérieur en comptabilité (1978) et d'un agrément de commissaire aux comptes délivré en 1994 par l'Ordre national des experts comp-

tables, commissaires aux comptes et comptables agréés.

M. Tounsi, quant à lui, a rejoint le groupe Saidal en 2006 en qualité de directeur des projets industriels. Il a ensuite occupé le poste de directeur du développement industriel au sein du même groupe. Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur d'Etat en biotechnologie et

d'un master en biotechnologie appliquée à l'industrie pharmaceutique.

M. Hammouche a été limogé après sept mois seulement d'activité. Il a succédé à Boumediene Derkaoui, limogé également avant la fin de son mandat en novembre dernier par le ministre de l'Industrie. Un limogeage qui a suscité beaucoup d'interrogations et d'indignation de la part des travailleurs du groupe. Ces derniers ont même envoyé une lettre au Premier ministre lui demandant d'intervenir pour annuler cette décision. L'appel est resté lettre morte et Derkaoui n'arrivera pas,

malgré la mobilisation du personnel, à mener à bout les projets de développement qu'il a initiés. Le centre de biotechnologie et l'usine d'insuline entre autres. Deux projets dont le groupe Saidal se félicitait et qui peinent pourtant à voir le jour. L'entreprise a connu, par la suite, une hémorragie dans son personnel. Dix cadres centraux, sur les treize que compte le groupe, ont démissionné.

L'actuel directeur général arrivera-t-il à sortir l'entreprise de ses difficultés ? L'insuline finira-t-elle par sortir de l'usine Saidal de Constantine ?

S. A.